



HAL
open science

Nation, immigration et question identitaire aux États-Unis.

Virginie Baby-Collin

► **To cite this version:**

Virginie Baby-Collin. Nation, immigration et question identitaire aux États-Unis.. Géopolitique des Amériques, 2017, 978-2-09-164935-1. halshs-01538156

HAL Id: halshs-01538156

<https://shs.hal.science/halshs-01538156v1>

Submitted on 13 Jun 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Référence du texte :

Baby-Collin Virginie, 2017, " Nation, immigration et question identitaire aux États-Unis", in Musset Alain, Piboubès Jean-Yves (dir), *Géopolitique des Amériques*, Nathan, Nouveaux continents, p. 329-345

Version draft.

Chapitre 20**Nation, immigration et question identitaire aux États-Unis**

L'histoire de la nation américaine est indissociablement liée à l'immigration, et aujourd'hui encore, les États-Unis restent le premier pays d'immigration au monde par le nombre des arrivées, avec 14% de population née à l'étranger. Le peuplement y fut le fait de colons européens qui ont massacré les populations autochtones (appelées « Indiens »), puis de vagues migratoires multiples, forcées (dans le cas de l'esclavage), mais aussi mues par la fuite de la misère, la quête de l'or ou le goût de l'aventure, européennes puis progressivement mondialisées depuis les années 1960.

Depuis l'indépendance, la devise du Grand Sceau des États-Unis qui figure en lettres d'or sur le plafond du Capitole est ainsi *E pluribus unum*, c'est-à-dire « un seul à partir de plusieurs », fondatrice d'une idéologie que l'on appela ensuite le *melting pot*. Mais depuis un demi-siècle, cette idéologie fondatrice de la Nation, contestée par des mouvements pluriels, a cédé le pas face à une réalité multiculturelle qui diversifie les formes de l'appartenance. La reconnaissance d'une pluralité identitaire ne se fait cependant pas sans heurts et de grandes inégalités socio-raciales sont toujours lisibles dans les territoires, de l'échelle nationale à celle des quartiers urbains des métropoles qui accueillent l'essentiel de cette diversité.

Ce chapitre montre ainsi comment s'est construite dans l'histoire cette nation d'immigrants, puis comment ont évolué les idéologies identitaires dans un pays où la différenciation ethno-raciale reste primordiale dans la lecture du social, et enfin de quelles manières cette Amérique multi-ethnique s'incarne dans ses territoires.

Chronologie

1845 : Crise de la pomme de terre en Irlande. Immigration massive vers les États-Unis.

1865 : Abolition de l'esclavage par Abraham Lincoln : 13^e amendement.

1921-1924 : Lois fixant des quotas nationaux à l'entrée sur le territoire américain.

1942 : Programme *bracero* (jusqu'en 1964).

1954 : Arrêt Brown de la cour Suprême qui ouvre la voie à la déségrégation scolaire en déclarant inconstitutionnelle la ségrégation raciale dans les écoles publiques.

1964 : *Civil rights act*. Martin Luther King prix Nobel de la Paix. Fin de la ségrégation raciale.

1965 : *Voting rights act* / Emeutes de Watts à Los Angeles / *INA Immigration and Nationality Act amendment* qui met fin à la politique des quotas / Décret présidentiel de

Lyndon Johnson instaurant l'affirmative action dans les universités, la fonction publique et les entreprises.

1986 : IRCA *Immigration Reform and Control Act*.

1992 : Emeutes de South Central à Los Angeles.

1993 : Article *The clash of civilizations* de Samuel Huntington.

1996 : IIRIRA *Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act*.

2012 : DACA *Deferred Action for Childhood Arrival*.

2013 : Fondation du mouvement *Black lives matter*.

2017 : *Donald Trump's Immigration Ban*.

I - Une nation d'immigrants

A. Quatre grandes périodes constitutives de la diversité étasunienne

Le peuplement de l'Amérique du Nord doit d'abord aux migrations anglo-saxonnes initiées par l'arrivée des pèlerins du *Mayflower*, en quête de liberté religieuse, à Boston en 1620. Cette migration des pères fondateurs, parmi lesquels dominent largement les immigrants originaires des îles britanniques, donne naissance aux Treize colonies de l'indépendance nationale à la fin du XVIII^e siècle.

L'extermination précoce des tribus indiennes autochtones provoque, dès le XVII^e siècle, l'importation d'esclaves venus d'Afrique, notamment dans les régions du sud atlantique, pour les besoins d'une économie de plantation fondée sur le tabac, le coton et le riz. On compte 700.000 esclaves (sur 4 millions d'habitants) au recensement de 1790, 2,3 millions en 1830 (sur 12,9 millions), soit 18% de la population (plus de 50% dans certains États, comme la Caroline du Sud). Bien que la traite soit interdite depuis 1808, c'est la guerre de Sécession qui met fin à l'esclavage par la promulgation par Abraham Lincoln du 13^{ème} amendement en 1865. Au total, plus d'un demi-million d'esclaves ont été importés aux États-Unis, et 4 millions ont été affranchis au lendemain de la guerre (le *slave breeding* ayant permis de reproduire la main d'œuvre servile).

Le XIX^e siècle, de 1820 à la Première Guerre mondiale, est une nouvelle période d'immigration, qui devient massive à partir du milieu du siècle, quand le développement de la navigation à vapeur facilite les traversées transatlantiques. Les flux d'origine européenne constituent entre 85% et 90% des entrées, venus principalement d'Irlande (après la crise de la pomme de terre de 1845), de Grande Bretagne, d'Allemagne, de Scandinavie, puis d'Europe centrale (Pologne, Russie), d'où émigrent de très nombreux Juifs persécutés, et de régions très pauvres de l'Europe du sud (péninsule italienne, Grèce). L'ouverture d'Ellis Island en 1892, principal sas d'entrée dans le pays, face à la statue de la Liberté, où les immigrants sont triés (2% d'entre eux sont refoulés), symbolise la massification de ces flux mus par la misère et les crises européennes, dans l'espoir d'un monde meilleur. Le lieu, aujourd'hui transformé en musée de l'histoire de l'immigration, a vu passer 12 millions d'immigrants entre 1892 et 1954, et le pays accueille 26 millions d'immigrants entre 1871 et 1920, le pic étant atteint en 1907 (1,3 millions d'entrées). La part de la population étasunienne née à l'étranger augmente de 10% à près de 15% entre 1850 et 1910. Ce taux baisse ensuite régulièrement, dans les contextes de la Première Guerre mondiale puis de la

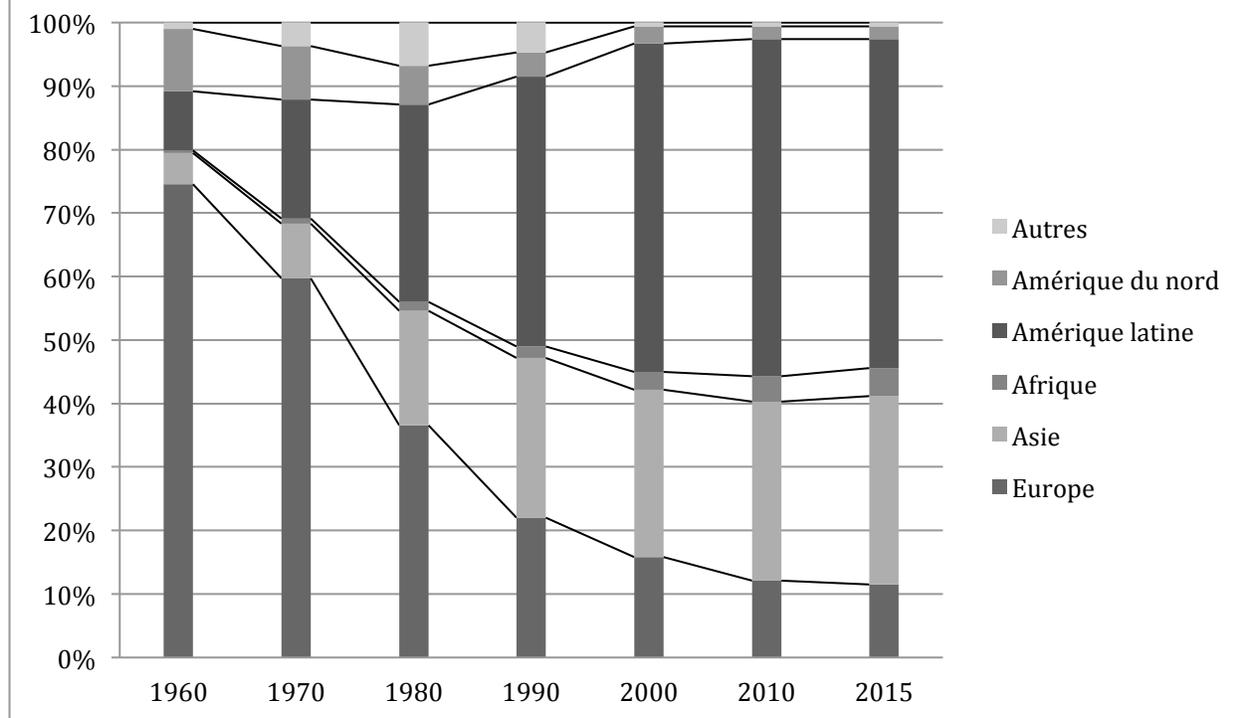
seconde, ainsi que de la crise de 1929. Les lois des quotas (1921 et 1924) restreignent considérablement les entrées, contingentées par nationalités¹, mouvement de restriction amorcé dès 1882 par le *Chinese exclusion Act*², puis en 1907 par les mesures contre l'immigration japonaise. En 1942, alors que le conflit mondial accroît les tensions sur le marché du travail, le lancement du programme *bracero* (qui perdure jusqu'en 1964) organise une migration saisonnière de travailleurs mexicains principalement employés dans l'agriculture, qui assure la circularité des flux dans une logique de réponse aux besoins de l'économie, tout en évitant les sédentarisation sur le territoire américain.

La dernière grande phase d'immigration commence après les lois de 1952 (*Immigration and Nationality Act* et *Immigration and Refugee Act*) et surtout l'amendement de 1965, qui met fin à la politique des quotas et ouvre largement les portes du pays à une immigration beaucoup plus diversifiée, encourageant l'entrée de travailleurs qualifiés (vers une immigration choisie) et les processus de regroupement familial. Alors que le taux de population née à l'étranger remonte rapidement (il atteint 4,7%, son niveau le plus bas, en 1970) et dépasse 13% de la population totale en 2015 (soit 41,7 millions de résidents), la composante européenne de cette immigration devient progressivement très secondaire (11,5% en 2015), face à la montée en puissance considérable des arrivées venues de l'environnement régional latino-américain (aujourd'hui près de 52% des nés à l'étranger viennent d'Amérique latine), puis d'Asie (30%) – [→ GRAPHIQUES CI-DESSOUS]. Premier pays d'immigration au monde, les États-Unis sont devenus un pays d'accueil de populations aux origines très diversifiées, et aux profils hétérogènes.

¹ En 1921, limitation à 3% de la population présente par nationalité sur la base du recensement de 1910 ; en 1924, limitation à 2% de la population présente par nationalité sur la base du recensement de 1890.

² Décret qui avait interdit l'immigration chinoise, perçue comme une menace sur le marché du travail après les entrées importantes liées à la Ruée vers l'or puis la construction des chemins de fer du milieu du XX^e siècle. Cette mesure est levée pour l'effort de guerre en 1943.

Origines de la population née à l'étranger - 1960-2015



B. Profils et hétérogénéité de la population immigrée

La population immigrée est globalement plus âgée que la population née aux États-Unis : l'âge médian des immigrés est de 43 ans, contre 36 pour la population née dans le pays. Les tranches d'âge les plus représentées sont celles des actifs : 59% de la population née à l'étranger ont entre 25 et 54 ans, contre 47% de la population née dans le pays.

Cette population née à l'étranger est arrivée pour près de 60% d'entre elle avant l'an 2000 aux États-Unis, ce qui explique aussi un important taux de naturalisation (47% des nés à l'étranger sont devenus citoyens américains). Parmi les 53% restants, de nationalité étrangère, on trouve différents statuts : des résidents permanents (titulaires de la *Green Card*), des détenteurs de visas divers (étudiants³, entrepreneurs, travailleurs saisonniers, etc.), et des sans-papiers, estimés à 11,1 millions en 2014, soit le quart de la population née à l'étranger, et la moitié de ceux qui ne sont pas naturalisés.

Hétérogène, la population immigrée est particulièrement représentée à la fois au sein des groupes très qualifiés et présentant de hauts niveaux d'intégration socio-économique, et au sein des populations peu qualifiées et aux indicateurs de précarité élevés. Cette bipolarisation peut se lire dans les données différenciées relatives aux migrants naturalisés

³ La population d'étudiants étrangers a doublé aux États-Unis entre 1990 et 2015, passant de 408.000 à 975.000. Les trois quarts d'entre eux sont d'origine asiatique, un tiers d'entre eux sont chinois.

et de nationalité étrangère, qui révèlent aussi des degrés d'insertion très inégaux à la société américaine, comme le montrent les données du tableau ci-dessous.

Une population immigrée très hétérogène (2015)

	Population totale	Population née à l'étranger	Population née à l'étranger et naturalisée	Population née à l'étranger et étrangère
Population (en millions)	316	41,8	19,5	22,3
Population < 25 ans (%)	33%	14%	7%	19%
Population entre 25 et 54 ans (%)	40%	59%	52%	65%
Population > 55 ans (%)	27%	27%	40%	16%
Asiatiques (%)	5%	26%	32%	20%
Hispaniques (%)	17%	46%	32%	58%
Population de plus de 25 ans avec un diplôme inférieur au bac	13%	30%	21%	40%
Population de plus de 25 ans avec un diplôme supérieur au bac	29%	29%	34%	23%
Revenu médian du foyer en dollars	54.000	50.000	59.000	40.000
Population sous le niveau de pauvreté	15%	19%	11%	25%
Propriétaires	64%	51%	65%	34%

Source : ACS-5Y, 2015.

Ainsi, les immigrés représentent 16% de la population active étasunienne, mais 32% des programmeurs informatiques et 30% des professionnels de santé. Les Asiatiques sont les plus représentés parmi les naturalisés et les qualifiés (46% des migrants avec un diplôme du supérieur sont asiatiques, venus d'abord d'Inde, de Chine, et des Philippines, 17% latinos), alors que les Latino-américains, notamment les Mexicains et centraméricains, sont beaucoup plus représentés au sein des migrants précaires, peu qualifiés et sans papiers.

La population sans papiers est passée de 3,5 millions en 1990 à 12,2 millions en 2007, pour se stabiliser depuis autour de 11 millions, soit 3,5% de la population totale et un quart de la population immigrée. Ils représentent toutefois 5% de la population active, signe de leur très forte insertion sur le marché du travail, surtout dans des secteurs de faibles qualifications (ils représentent, en 2014, 26% des emplois dans l'agriculture et 15% des emplois de la construction). Près de 80% sont d'origine hispanique, la majorité sont mexicains (52%). Pour les deux-tiers, ils vivent aux États-Unis depuis plus de 10 ans, signe à la fois d'un allongement de la durée de régularisation, dont les conditions sont difficiles, et d'un ralentissement des entrées irrégulières, notamment depuis la crise de 2008.

C. Le durcissement des politiques migratoires

Cette bipolarisation de la population immigrée est le résultat du durcissement progressif des politiques migratoires, mis en place depuis la réforme IRCA de 1986, accentué depuis les attentats du 11 septembre 2001. La loi de 1986 permet à la fois la régularisation de 3,2 millions de migrants sans papiers, et engage une politique de contrôle des entrées plus stricte, notamment à la frontière mexicaine. Celle-ci se matérialise par des opérations de contrôle de la frontière aux noms évocateurs (*Hold the line* en 1993, *Gatekeeper* en 1994, *Safeguard* en 1995, *Rio Grande* en 1997), qui amorcent la construction du mur à la frontière,

notamment dans la zone de Tijuana. Les traversées irrégulières, devenues plus difficiles et hasardeuses, se déportent vers le désert de l'Arizona, moins contrôlé. Il en résulte un trafic accentué des passeurs (appelés les *coyotes*), dont les tarifs sont de plus en plus onéreux, et un coût humain plus élevé de la traversée du désert (61 décès dans la traversée en 1995, 491 en 2000). Les difficultés croissantes du franchissement ont également réduit les pratiques de circulation des migrants et renforcé les processus de sédentarisation des populations mexicaines aux États-Unis.

La loi IIRIRA de 1996 puis les mesures consécutives aux attentats du 11 septembre, comme le *Patriot Act*, la réforme des services de l'immigration (création du DHS – *Department of Homeland Security* en 2002, aux moyens élargis), le *Real ID Act* (2005), ou le *Secure Fence Act* (2006)⁴, accroissent les moyens de contrôle et de répression des immigrés, en déléguant une partie de ces pouvoirs aux États fédérés et aux autorités locales. Il en résulte une multiplication de législations municipales et étatiques qui contribuent, selon les orientations politiques, d'un côté, à criminaliser l'immigration dans certains États (comme en Arizona, connu pour la violence de ses politiques répressives et nativistes), et de l'autre, à élaborer des politiques d'accueil dans des espaces plus favorables à l'immigration, notamment dans un certain nombre de villes qui se déclarent « villes sanctuaires » et proposent, par exemple, des cartes d'identité municipales à tous leurs résidents afin de protéger le statut des migrants (comme à Oakland, San Francisco, New York, etc.).

Alors que les gouvernements fédéraux successifs ont échoué à promulguer une réforme migratoire attendue depuis près de vingt ans, la présidence d'Obama a à la fois accru le nombre d'expulsions du territoire national de migrants sans papiers (189.000 en 2001, 360.000 en 2008, 414.000 en 2014, et 2,4 millions d'expulsions au total entre 2009 et 2014) et promulgué le décret DACA en 2012, afin de donner un statut provisoire aux jeunes sans papiers ayant effectué leur scolarité aux États-Unis, premier pas vers une hypothétique régularisation qui risque fort d'être remise en cause par la nouvelle présidence [→ ZOOM]. Cette dernière a fait en effet de la guerre contre l'immigration un de ses chevaux de bataille, annonçant la poursuite et la finalisation de la construction du mur à la frontière mexicaine, et promulguant une semaine après son investiture un décret controversé, suspendant pour trois mois les entrées sur le territoire américain des ressortissants issus de sept pays à majorité musulmane (Iran, Irak, Afghanistan, Yémen, Somalie, Soudan, Syrie, l'Irak disparaissant de cette liste lors de la seconde mouture du décret en mars 2017), pour 120 jours le programme d'accueil national des réfugiés en vigueur depuis des décennies, et pour une durée indéterminée l'entrée des réfugiés syriens aux États-Unis. Une semaine plus tard, un juge fédéral en suspend l'application, mais le département de Justice fait appel de la décision.

La croissance des politiques répressives comme d'un climat hostile à l'immigration, mais aussi les conséquences de la crise économique de 2008, ont conduit à une diminution des entrées, notamment à la frontière mexicaine, principale porte d'entrée terrestre. En 2010, pour la première fois depuis des décennies, le solde migratoire y est même redevenu négatif, marqué par des retours de migrants mexicains dans leur pays plus importants que les entrées sur le sol étasunien. On assiste à une baisse des entrées irrégulières, à des

⁴ Ce dernier prévoit la construction de plus de 1.000 km supplémentaires de mur frontalier au sud, ainsi que des moyens technologiques et humains accrus pour la surveillance de la frontière.

départs de migrants, volontaires ou forcés, et à une politique migratoire qui favorise l'immigration choisie et qualifiée.

ZOOM

Undocumented, Dreamers & Documented

Il y a 11,1 millions de sans papiers aux États-Unis en 2015, appelés *undocumented*. La plupart d'entre eux sont entrés sur le territoire avec un visa temporaire (type tourisme) qui a expiré lors de leur séjour, et les a placés de facto dans une situation irrégulière. Cette terminologie est préférable à celle, politique, de migrants illégaux ou clandestins, qui contribue à criminaliser leur image alors que la plupart n'ont commis d'autre délit que celui de n'avoir pas pu renouveler ou obtenir de titre de séjour, dans un contexte de durcissement des conditions d'accès à la régularisation. Parmi eux, des jeunes, arrivés aux États-Unis avant l'âge de 16 ans (la plupart avec leurs parents), y ayant été scolarisés et y ayant obtenu un diplôme, que l'on appelle les *Dreamers*, du nom du projet de loi DREAM (*Development, Relief, and Education for Alien Minors Act*) discuté plusieurs fois depuis les années 2000, mais jamais voté, qui prévoyait à leur endroit des conditions de régularisation facilitées. Face au blocage législatif, en 2012, Barack Obama émet un décret présidentiel appelé DACA (*Deferred Action for Childhood Arrival*) qui octroie à ces jeunes (entre 16 et 31 ans) un statut de protection provisoire de deux ans renouvelable, interdisant leur expulsion du territoire national et les autorisant à travailler légalement, à passer leur permis de conduire, constituant en d'autres termes un premier pas vers leur régularisation. Sur les 1,1 millions de jeunes éligibles à cette mesure, 750.000 ont obtenu le statut de *Documented*, renouvelé déjà une première fois pour la grande majorité. Plus des trois quarts d'entre eux sont de nationalité mexicaine, près de la moitié d'entre eux résident en Californie et au Texas. Le statut a permis à la majorité d'entre eux d'obtenir un travail légal, d'ouvrir un compte en banque, de passer son permis de conduire, et d'améliorer ses conditions de vie aux États-Unis. De nombreux mouvements politiques et associatifs continuent à porter leur cause, leur régularisation définitive faisant toujours débat dans la société américaine.

II- Du *melting pot* au multiculturalisme. Identités en tension et prégnance des inégalités raciales

A. Le mythe assimilationniste

Jusqu'au milieu du XX^e siècle, l'intégration des immigrés dans la société étasunienne est envisagée comme un processus linéaire d'assimilation structurel, qui, au terme de deux ou trois générations, doit conduire à une disparition progressive des traits distinctifs des immigrés, fondus dans une nouvelle citoyenneté étasunienne dite anglo-conforme, c'est-à-dire conforme au modèle dominant des WASP (*White Anglo Saxon Protestants*). Ce que l'on appelle le *melting pot** correspond à une conformation progressive des populations venues d'ailleurs à un modèle de société et une identité dominants, que l'on lit aussi dans l'espace. Cette vision est progressivement remise en question, à partir des années 1950, à la fois parce que sa dimension normative est contestée par des réalités contrastées du processus d'assimilation, tous les groupes n'ayant pas connu la même trajectoire, et par les

mouvements des droits civiques, la question noire (comme celle des populations indiennes autochtones) ayant été laissée totalement à l'écart de cette idéologie, les Afro-américains n'étant pas considérés comme des immigrants.

DEFINITION

Melting Pot : idéologie du mélange harmonieux des différentes composantes de la nation américaine, fondues dans un « chaudron » (*pot*), creuset qui donne naissance à un homme nouveau, l'Américain. Bien que l'idée existe depuis le XVIII^e siècle, l'expression est popularisée en 1908 par la pièce de théâtre homonyme d'Israel Zangwill.

Multiculturalisme, aussi appelé *salad bowl* : idéologie mettant en avant le droit à la différence et la coexistence pacifique de la pluralité des cultures. Elle est souvent représentée par l'image de la mosaïque ethnique ou culturelle, ou du *salad bowl*, ou bol de salade, dans lequel les ingrédients sont mêlés mais restent identifiables, à l'opposé du *melting pot*.

B. La question raciale et les luttes pour les droits civiques

Bien que l'industrialisation du pays ait favorisé la *Grande migration* des populations noires venues des États du Sud vers les villes industrielles du Nord-Est du pays durant la première moitié du XX^e siècle, les Afro-Américains sont encore très concentrés dans les États du Sud (**cf. carte**). Les législations mises en place dans ces États après la guerre de Sécession (1861-1865) ont remplacé le système esclavagiste par un régime ségrégationniste (« *separate but equals* ») – que l'on appelle les lois *Jim Crow* (du nom d'une chanson populaire mettant en scène la danse d'un personnage noir). Il impose de nombreuses restrictions aux populations noires placées en situation d'infériorité (interdiction des mariages mixtes, postes de fonctionnaires, salles de spectacles, interdits aux Noirs, séparation des espaces scolaires, hospitaliers, culturels, de transport, etc.)⁵.

Pour lutter contre ces injustices, des mouvements dits des droits civiques se multiplient à partir des années 1950. En 1955, le refus de Rosa Parks de céder sa place à un homme blanc dans un bus de la ville de Montgomery (Alabama) ouvre la voie à des boycotts qui amèneront, dix ans plus tard, la déségrégation dans les transports publics. De l'arrêt *Brown* en 1954, qui déclare inconstitutionnelle la ségrégation raciale dans les écoles publiques, jusqu'au *Civil Rights act* de 1964, au *Voting Act* de 1965 (au moment de la tuerie de Selma, Alabama, lors de laquelle la police charge les manifestants non violents venus marcher pour l'application du droit de vote pour tous), ou encore au *Fair Housing Act* en 1968 (qui interdit la discrimination raciale dans l'accès au logement), un ensemble législatif fondamental sonne peu à peu le glas des politiques ségrégationnistes et permet une meilleure reconnaissance de l'égalité des populations. L'époque est marquée par de nombreuses actions de désobéissance civile non violentes, sit-in, marches, manifestations, menées dans les États du sud, portées par des mouvements politiques et des leaders charismatiques, au premier rang desquels le pasteur Martin Luther King, qui reçoit en 1964 le Prix Nobel de la Paix et est assassiné à Memphis en 1968. Son discours *I have a Dream*

⁵ Ce système est permis par l'arrêt *Plessy vs. Ferguson* de 1896 qui autorise les États à mettre en place des mesures de ségrégation raciale, si les conditions de cette ségrégation sont égales pour tous les groupes.

(Washington, 1963) reste l'un des plus importants plaidoyers du XX^e siècle en faveur de l'égalité raciale. L'époque est aussi marquée par de très nombreuses violences, dont témoignent par exemple les émeutes de Watts qui embrasent les ghettos noirs du centre de Los Angeles en 1965 et se soldent par 34 morts et plus de 1.000 blessés [→ ZOOM].

ZOOM

Principaux acteurs des mouvements noirs de la lutte pour les droits civiques

Le mouvement pour les droits civiques hérite de l'engagement de personnalités noires qui ont marqué les décennies antérieures, comme Frederick Douglass (1818-1895), ancien esclave devenu militant de la lutte anti-esclavagiste, ou de W.E.B. Du Bois (1868-1963), premier intellectuel noirs diplômé de Harvard, auteur de nombreux ouvrages consacrés à l'histoire, la culture et la cause noire, et engagé dans de nombreux combats en faveur de l'égalité raciale (tels que celui en faveur de la présence d'officiers noirs dans l'armée américaine pendant la première guerre mondiale). Ce dernier a été l'un des fondateurs de la NAACP (*National association for the Advancement of Colored people*) en 1909, et rédacteur en chef, pendant plusieurs décennies, de son journal *The Crisis* (le principal périodique du mouvement des droits civiques au début du XX^e siècle). La NAACP (toujours active) est l'une des plus anciennes et importantes associations de lutte pour les droits civiques et contre la discrimination raciale, on lui doit par exemple la bataille ayant mené à l'arrêt Brown de la Cour Suprême de 1954 qui met fin à la ségrégation scolaire.

Dans les années 1960, le mouvement des droits civiques est partagé entre partisans de la non violence (comme le SCLC - *Southern Christian Leadership Conference* -, mouvement du pasteur Martin Luther King) et activistes en faveur d'un recours à la violence mieux représentés au sein du *Black Power* (*Black Panthers Party*, mouvement *Nation of Islam* porté par Elijah Muhammed et Malcolm X). Cette tension recouvre les divisions entre partisans d'une lutte pour l'égalité mais dans une société commune où les Noirs pourraient s'intégrer comme les autres groupes raciaux, dans la philosophie assimilationniste (W.E.B Du Bois, Martin Luther King), et partisans d'un nationalisme noir séparatiste (Malcolm X, assassiné en 1965), bien que les liens et hésitations entre les deux tendances aient été nombreux (comme en témoigne le parcours de Stokely Carmichael, du SNCC - *Student non violent coordinating committee*, fondé en 1960 par des étudiants- au parti des *Black panthers*, avant son émigration en Guinée et son changement de nom - Kwame Ture). Au-delà des droits civiques, le *Black Power*⁶ revendique la reconnaissance d'un pouvoir politique et économique pour les populations noires. Le poing levé de la révolte de ses acteurs est symbolisé par la très célèbre image du podium des Jeux olympiques de 1968 à Mexico où les athlètes noirs américains Tommie Smith et John Carlos ont ainsi dénoncé la persistance des inégalités raciales à la face du monde, au prix de leur carrière (ils ont immédiatement été sanctionnés et leur carrière définitivement sacrifiée).

C. L'avènement d'une Amérique multiculturelle

Au delà de la reconnaissance de l'égalité raciale Blancs/ Noirs, les mouvements des droits civiques favorisent l'émergence de revendications portées par d'autres groupes

⁶ Le terme vient de la publication de l'ouvrage éponyme de Richard Wright en 1954.

minoritaires. Les revendications des *Chicanos*, celles des *American Indians*, prennent de l'importance. Le *Red Power* crée en 1968 l'*American Indian Movement (AIM)* qui organise une marche sur le BIA (*Bureau of Indian Affairs*) à Washington, occupe symboliquement en 1973 la colline de Wounded Knee au Dakota (où les Sioux ont été massacrés en 1890) afin de dénoncer les injustices envers les Indiens et de donner une plus grande visibilité à une cause négligée aux États-Unis. Dans les années 1960-70, le mouvement *chicano*, porté par Cesar Chavez, revendique l'historicité de la présence mexicaine aux États-Unis (2 millions de km² des États du Sud-Ouest américain ont été mexicains jusqu'au traité de Guadalupe Hidalgo de 1848, aussi une partie de la population d'origine mexicaine dans ces États n'est pas d'origine immigrée), voire la reconquête de l'*Aztlan* perdu, et s'exprime par un mouvement artistique muraliste très actif dans le quart sud-ouest du pays.

Progressivement, le *melting pot* cède la place au *salad bowl* ou multiculturalisme, qui n'entre pas dans la constitution (contrairement au Canada), mais s'exprime par des formes de reconnaissance institutionnelles, culturelles, politiques et sociales des différents groupes et communautés. Le *bilingual education act* (1968) autorise l'enseignement bilingue pour préserver les cultures des groupes minoritaires, l'*ethnic heritage act* (1972) permet la création de départements d'études ethniques dans les universités. Des mesures d'*affirmative action** ou discrimination positive se mettent en place sur la base de quotas de recrutement prenant en compte des minorités raciales, principalement dans l'accès à l'emploi (depuis les présidences Kennedy et Johnson, notamment l'*executive order* 11246 en 1965), et à l'éducation supérieure, même si, dès la fin des années 1970, la politique est contestée dans l'accès à l'université, et partiellement remise en cause (arrêt Bakke, 1978). L'appartenance à un groupe (ethnique, mais pas seulement – la discrimination positive concerne aussi les femmes, les handicapés, par exemple) ou une minorité devient un instrument de reconnaissance et de revendication, un canal instrumental d'expression politique, contribuant aussi à réifier ou essentialiser des identités souvent plus fluides dans les existences ordinaires.

Depuis la reprise de l'immigration il y a un demi-siècle, le panorama ethno-racial des États-Unis s'est considérablement transformé. Depuis 2000, les Noirs ne sont plus la première minorité nationale, dépassés par les 54 millions d'Hispaniques. Dans le "pentagone ethno-racial" (Hollinger, 1995) – Blancs, Noirs, Amérindiens, Asiatiques, Hispaniques-, ou l'Amérique post-ethnique, les appartenances plurielles se multiplient, comme en témoigne la croissance des individus qui se reconnaissent dans deux races [→ ZOOM], et les processus de métissage à mesure des générations. Dans certaines métropoles, comme Los Angeles, dont l'aire métropolitaine rassemble 13,15 millions d'habitants en 2015 [→ TABLEAU], on parle de *majority-minority city*, où ce ne sont plus les Blancs mais les minorités qui forment la majorité : les populations blanches non hispaniques y représentent moins du tiers de la population, les Hispaniques 45%, les Asiatiques plus de 15%.

L'Amérique multiraciale, 1995 - 2015

	États-Unis			Métropole de Los Angeles - Long Beach
	1990 (%)	2015 (%)	2015 (en millions)	2015 (%)
Blanc	80,3	73,6	232,943	55,6
Noir	12,1	12,6	39,908	6,7
Amérindien ou originaire d'Alaska	0,8	0,8	2,569	0,5
Asiatique	2,8	5,1	16,235	15,3
Originaire de Hawaï ou des îles du Pacifique	0,1	0,2	0,546	0,3
Autre race	3,9	4,7	14,865	17,7
2 races ou plus	-	3	9,447	3,8
Total	100	100	316,515	100
Hispaniques ou Latinos*	9	17,1	54,232	44,9
Blancs non hispaniques	75,6	62,3	197,258	30,6

* Catégorie qui renvoie à l'origine et non la race. La majorité des Hispaniques se déclare Blancs (66% en 2015), puis d'une autre race (à Los Angeles, cette catégorie atteint plus de 17%, et 45% de la population est hispanique).

Source : US Census-ACS5Y-2015.

ZOOM

Les races dans le recensement américain

La race reste une dimension prégnante de la société états-unienne. Son utilisation comme catégorie censitaire montre comment on est passé d'une assignation, ou hétéro-désignation, à un principe d'auto-identification (dans les contraintes imposées par les catégories accessibles), et comment les transformations sociales requièrent des ajustements de catégories. La race est une catégorie socialement construite, contrairement à ce que présuppose le fixisme de catégories essentialisantes.

Le recensement, organisé tous les dix ans, existe depuis 1790, et comporte depuis l'origine une question raciale. Des trois catégories identifiées au départ (blancs libres, autres personnes libres, et esclaves), le formulaire a progressivement évolué, ajoutant en 1820 les "personnes libres de couleur", en 1850 les "mulâtres", puis supprimant les "libres" et "esclaves", remplaçant en 1900 les "personnes de couleur" par les "*negros*", etc. En 2010, le recensement propose 6 catégories raciales (Blanc / Noir, Afro-américain ou *Negro*⁷ / Amérindien ou originaire d'Alaska / Asiatique / originaire de Hawaï ou des îles du Pacifique / autre race). La catégorie *Hispanic* ou Latino n'est pas considérée comme une race, mais fait l'objet, depuis son introduction dans le recensement en 1980, d'une question à part, relative aux origines. Toutefois, la quasi-totalité (97%) des individus qui se définissent d'une "autre race" (4.7% de la population en 2010) se disant hispaniques, les autorités envisagent, pour le recensement de 2020, une seule question plus simple pour embrasser race et origine, ce qui atteste de la fluidité et de la difficulté de définition de la notion raciale, et témoigne de son caractère socialement construit.

⁷ Le terme de *Negro* disparaîtra dans les prochains formulaires de recensement.

Jusqu'en 1950, les agents recenseurs déterminent eux-mêmes la race des individus recensés sur la base de critères extérieurs (phénotype, nom, langues, par exemple). L'auto-détermination devient la règle avec le recensement de 1960. La catégorie « Amérindien » (*American Indian*) est celle qui a connu la plus forte croissance entre 1990 et 2010 (+160%), sans commune mesure avec la croissance démographique réelle du groupe, signe d'une auto-déclaration plus massive, liée à la diminution de certains stéréotypes négatifs à leur égard, et à l'auto-déclaration croissante de certains Hispaniques comme Amériidiens. Depuis 2000, il est possible de s'identifier à deux races. Ce changement répond à des demandes croissantes de pluri-identification, comme à une réalité croissante des mariages mixtes interraciaux, passés de 1.6% en 1980 à 6.3% en 2013. La réalité du sentiment d'appartenance multiracial (3% de la population en 2013) est surtout forte chez les jeunes, attestant des transformations en cours de la société américaine⁸.

DEFINITION

Affirmative action ou **discrimination positive** : politique favorisant le recrutement et la promotion de groupes minoritaires ou ayant été victimes d'injustices et de discrimination (minorités ethniques, femmes, handicapés, etc.) au nom d'une logique de réparation et de justice.

ZOOM

Les Hispaniques / Latinos aux États-Unis

Les 54 millions d'Hispaniques (17% de la population) forment un ensemble très hétérogène, et pourtant de plus en plus identifié comme une minorité à part entière dans le pays, à partir du critère de la langue commune, mais aussi de l'auto-identification croissante des Hispaniques. Le groupe est composé de migrants pour 35% (12% naturalisés, 23% étrangers) et de citoyens nés aux États-Unis pour 65%. Près des deux tiers (64%) est d'origine mexicaine, 10% portoricaine, 4% cubaine, 9% centraméricaine, 6% originaire d'Amérique du sud. Les indicateurs socio-économiques des Hispaniques sont très hétérogènes, globalement plus faibles pour les migrants que pour les natifs, plus faibles pour les Mexicains et centraméricains que pour les Sud-américains et les Cubains, aux niveaux de qualification et aux situations économiques souvent plus favorables. La géographie des Hispaniques est également différenciée sur le territoire : si les Mexicains dominent largement dans le sud-ouest, où leur présence est ancienne (comme dans l'Illinois, autour de Chicago), leur présence s'est progressivement dispersée sur l'ensemble du territoire national à partir des années 1980-1990, y compris dans des États de faible immigration, comme ceux du vieux sud. Les Centraméricains, qui sont majoritairement arrivés par la route mexicaine, sont aussi très concentrés dans le sud-ouest. En revanche, les Cubains dominent très largement en Floride, les Dominicains et caribéens sont très présents dans la mégalopole atlantique, et les Sud-Américains sont présents dans les grandes métropoles, notamment sur la côte atlantique.

⁸ L'âge moyen des individus qui s'identifient comme étant de deux races est de 19 ans, contre 38 ans pour ceux qui s'identifient à une seule.

L'identification hispanique, dans une Amérique construite sur l'appartenance raciale, s'est développée sur le sol américain, encouragée par des media (radios, télévisions, journaux), des mouvements culturels (danses, musiques, peinture, littérature, cuisine), des leaders politiques (par exemple le sénateur Marco Rubio, en Floride, d'origine cubaine), des festivités (le *Columbus Day*, le 12 octobre, aussi appelé le *dia de la raza* –jour de la race-, ou le *5 de mayo*, au départ une fête mexicaine, devenue latina à partir de Los Angeles), etc. Aujourd'hui, 13% de la population âgée de 5 ans et plus parle espagnol (et non anglais) à son domicile. L'hispanisation de la société américaine a amené certains idéologues, comme Samuel Huntington (politologue et idéologue du parti républicain, il a notamment publié en 2004 *Qui sommes nous ? Identité nationale et choc des cultures*) à évoquer le "défi hispanique" comme risque de mise en péril de l'identité américaine. C'est dans les Etats où la population hispanique est la plus importante, relativement, que les mouvements identitaires nativistes et anti-hispaniques sont aussi les plus virulents, comme en Arizona.

D. La persistance des tensions et inégalités socio-raciales

Si l'espoir suscité par l'élection de Barack Obama, premier président noir du pays, en 2008 a pu laisser penser que la question raciale était en passe d'être résolue, les bavures policières racistes, les meurtres récents de plusieurs jeunes noirs sous les balles de policiers blancs⁹, montrent la persistance des violences raciales, dénoncées par de nombreuses manifestations et portées par le nouveau mouvement *Black Lives matter*, créé en 2013 suite à la mort de Trayvor Martin. Les pratiques ségrégatives ou le racisme institutionnel ont cédé la place à un racisme décentralisé, fait de pratiques individuelles et collectives, qui contribuent à isoler les Blancs des Noirs, mais aussi les riches des pauvres, et à reproduire les inégalités.

Les inégalités raciales aux États-Unis

	Blancs	Noirs	Asiatiques	Hispaniques
% d'adultes de plus de 25 ans avec un diplôme universitaire	36	23	53	15
% d'adultes de plus de 25 ans avec un diplôme du bac	93 (1964 : 51)	88 (1964 : 27)	89	67
Revenu médian du foyer en \$ (2014)	71.300 (1967 : 44.700)	43.300 (1967 : 24.700)	77.900	43.300
Salaire horaire moyen en \$ (2015)	Homme 21 Femme 17	Homme 15 Femme 13	Homme 24 Femme 18	Homme 14 Femme 12
% pauvreté	10 (1974 : 8)	26 (1974 : 30)	12	24 (1974 : 23)
% propriétaires	72	43	57	45
% chômeurs de plus de 16 ans	4.5 hommes 5.1	10.3 hommes 11.6	7.2	3.6
% familles monoparentales	19	54	13	29

Source : US Census-ACS-2014 et 2015, et Pew Research Center.

⁹ Trayvon Martin en Floride en 2013, Michael Brown à Ferguson (Missouri) en 2014. Là, l'acquittement du policier a donné lieu à des vagues de manifestations très importantes et la proclamation de l'état d'urgence dans le Missouri.

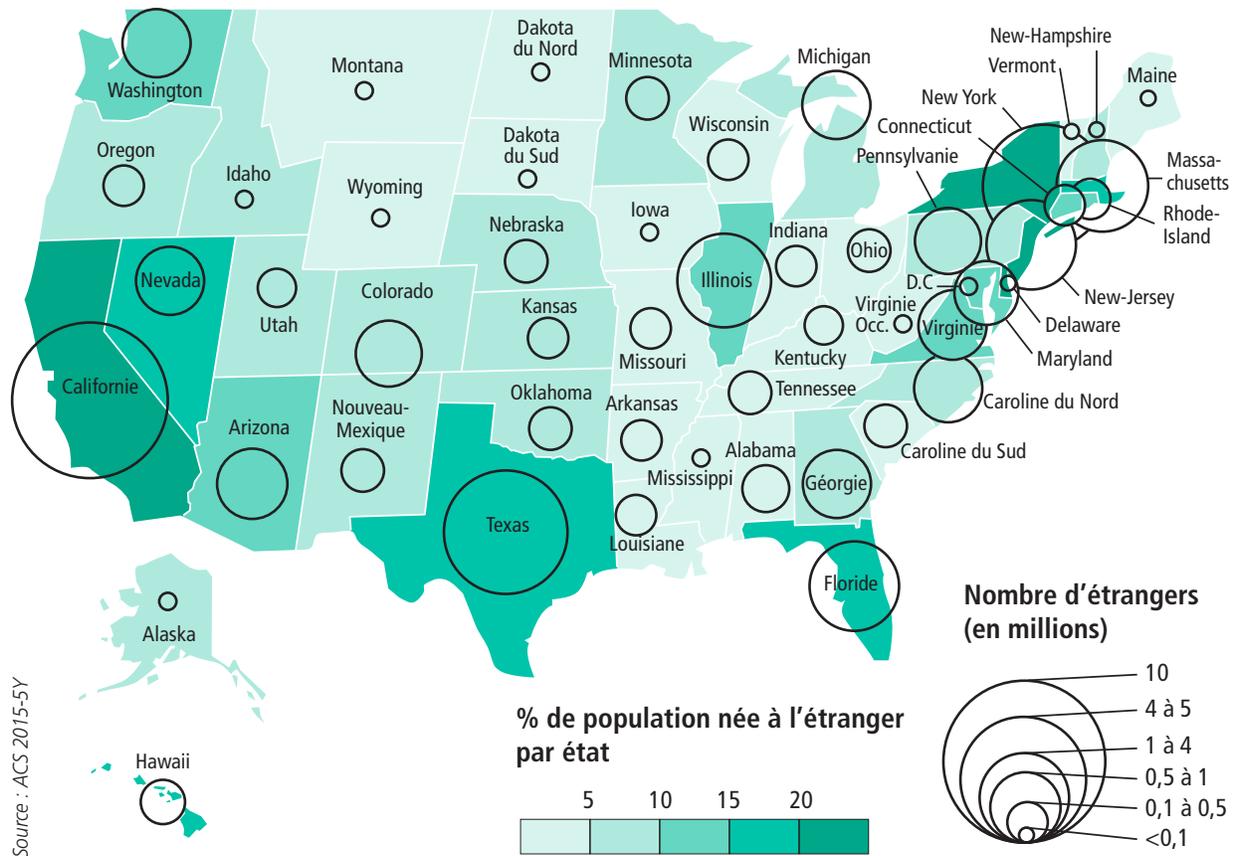
Si les écarts entre Blancs et Noirs se sont réduits dans l'accès à l'éducation, ils restent forts dans les autres domaines (l'écart de salaire horaire moyen entre les hommes blancs et noirs – 30% – est inchangé depuis sa première mesure en 1980). Les Noirs sont le groupe le plus touché par la pauvreté, à un niveau proche des Hispaniques, mais aussi par le chômage, les familles monoparentales (souvent vulnérables). La bourgeoisie noire reste minoritaire – Colin Powell ou Condoleezza Rice sont, dans les années 1990, parmi les premiers noirs à accéder à des fonctions gouvernementales. Les Asiatiques, qui ont subi des discriminations fortes il y a un siècle, présentent désormais des niveaux de qualification, de salaires, très élevés, parfois supérieurs aux Blancs, attestant de très bons indicateurs d'intégration, même si, là aussi, il existe une hétérogénéité selon les origines (les Indiens et les Philippins, par exemple, connaissant des situations plus favorables que les Cambodgiens ou les Vietnamiens). Les évolutions de la décennie 2000 montrent un creusement des inégalités socio-économiques au sein de la population étasunienne au bénéfice des Blancs et des Asiatiques, ainsi que des populations nées aux États-Unis, au détriment des Noirs et des Hispaniques.

La contestation des politiques de discrimination positive relève souvent de certaines populations blanches qui se considèrent victimes d'une politique de reconnaissance dont ils seraient injustement dépourvus. Les mouvements politiques nativistes, anti-immigration, nationalistes et sécuritaires, révélateurs de crispations identitaires, opposés par exemple à l'usage d'une autre langue que l'anglais sur le territoire¹⁰, sont importants dans une partie de cette Amérique blanche, peu fortunée, et dominante dans les États de l'intérieur du pays [→ CARTE], celle-là même qui a subi la crise économique de 2008, et qui a massivement adhéré aux propositions de Donald Trump aux élections présidentielles de 2016. Pour elle, le multiculturalisme, comme la reconnaissance des groupes minoritaires dont la présence s'accroît, constituent autant de menaces pour l'identité nationale envisagée comme blanche et anglosaxonne, dans la lignée des thèses de Samuel Huntington.

III. Les territoires d'une Amérique multiethnique

A. À l'échelle nationale, des géographies différenciées

¹⁰ Alors que 21% de la population de plus de 5 ans parle une autre langue que l'anglais à la maison.

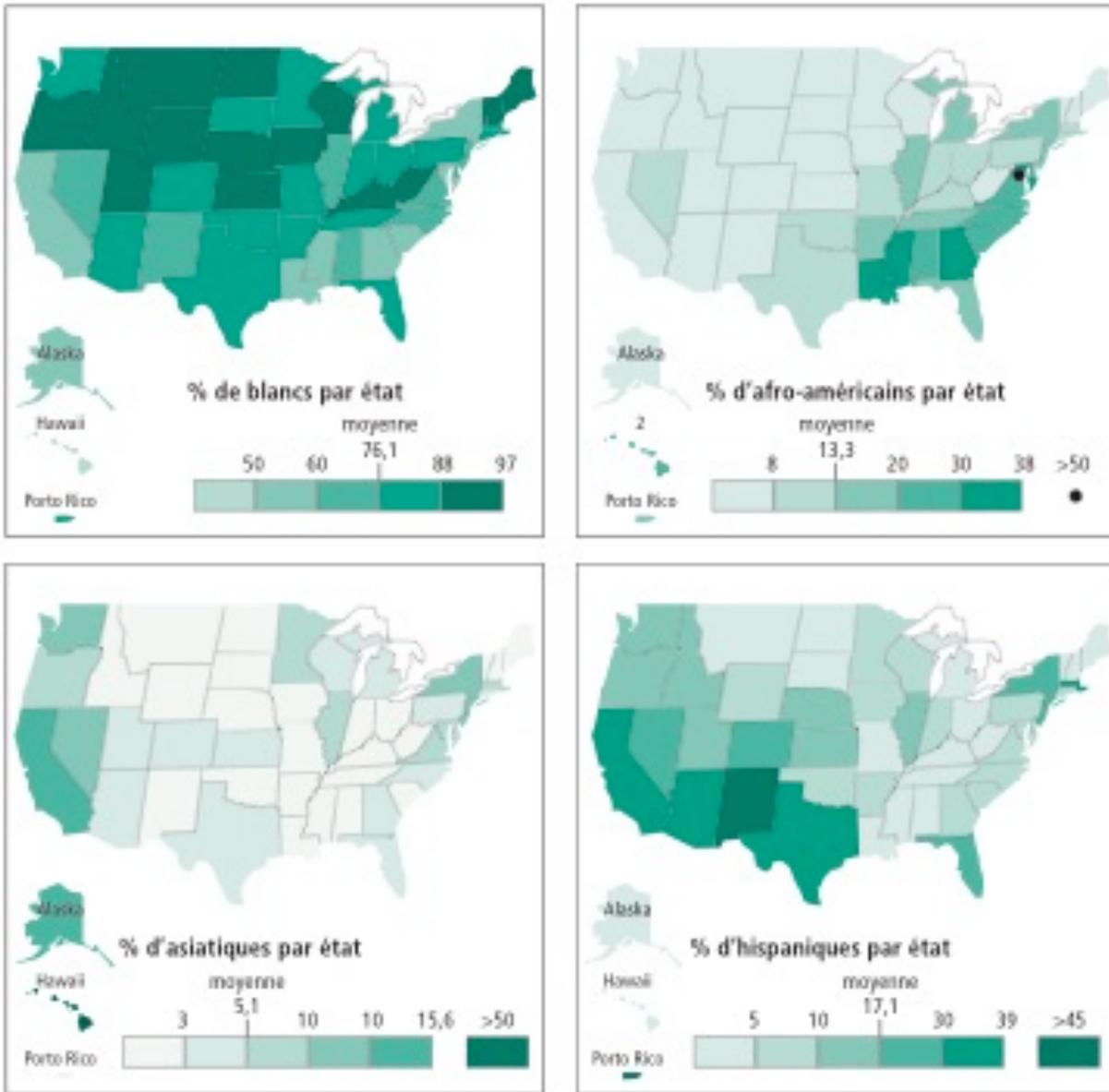


Les cartes des principaux groupes raciaux aux États-Unis mettent en évidence, à l'échelle des États, des géographies contrastées et complémentaires. L'Amérique des minorités est plus concentrée sur les côtes atlantique et pacifique (c'est très net pour les Asiatiques, qui représentent plus de 15% de la population de Californie), dans les États riverains de la frontière mexicaine (jusqu'à 47% de la population du Nouveau Mexique est hispanique), et dans le vieux Sud marqué par la présence toujours forte des Afro-américains (plus du tiers de la population en Louisiane ou dans le Mississippi). L'Amérique blanche représente encore les trois quarts de la population nationale et reste très dominante dans les États frontaliers du Canada, du Maine à l'Idaho (à l'exception de l'État de New York), et des grandes plaines de l'intérieur, du Midwest, des Rocheuses et des Appalaches.

Certes, les lignes ont bougé : les Asiatiques sont aussi proportionnellement assez importants en Virginie, ou dans l'Illinois ; les Hispaniques ont connu un mouvement de déconcentration interne vers les États de la *Sunbelt*, du Sud et de l'Est, où la croissance économique fut importante dans les années 1990-2000 (Géorgie, Caroline du Nord et du Sud, par exemple), même si les concentrations historiques se maintiennent (Cubains puis Haïtiens dominants en Floride, Caribéens et sud-américains dans la mégapole atlantique, Mexicains et centraméricains dans les États frontaliers du Sud-Ouest). Depuis les années 1990, la croissance économique de ces États du Sud-Est génère aussi un retour depuis le Nord-Est en crise (*Rust Belt*) des populations afro-américaines.

En nombre, la géographie des populations nées à l'étranger [→ CARTE] met aussi en évidence les États les plus pluri-ethniques. Un petit nombre seulement concentre à la fois la plupart des migrants qualifiés (52% des 10,5 millions de migrants diplômés du supérieur vivent dans les quatre États de Californie, New York, Floride et Texas), et des migrants sans papiers (60% d'entre eux vivent dans six États – Californie, Texas, Floride, New York, New Jersey et Illinois).

Répartition des groupes ethniques aux Etats-Unis



Source : AC 2015-5Y

B. Métropoles et *gateways* cosmopolites

Dans un pays largement urbanisé, les grandes métropoles, sont les principaux espaces où s'incarne la diversité. Elles ont été les portes d'entrée (*gateways*) de l'Amérique et ont accueilli les principaux flux d'immigration. Certaines sont historiques (Chicago, New York, Los Angeles, San Francisco), d'autres plus récentes (Washington DC). Les 53 plus grandes métropoles accueillent en 2010 58% de la population, et 75% des nés à l'étranger. A New York, on compte 29% de nés à l'étranger dans la métropole, 38% dans la municipalité de New York, 48% dans le *borough* le plus divers (Queens, qui est aussi le plus ethniquement varié du pays – cf. carte). Là, au Queensborough Community College, un tiers des étudiants sont étrangers, parlant 99 langues et venant de 129 pays, dans une université où Blancs, Noirs, Asiatiques et Hispaniques occupent une part à peu près équivalente des bancs des salles de classe.

Ces grandes métropoles ont vu la part des Blancs non hispaniques passer en moyenne de 70% de la population en 1980 à 45% en 2010, au profit des Hispaniques (de 20 à 38%) et des Asiatiques (de 3 à 7%), alors que la part des populations noires est restée stable. De plus en plus de quartiers y ont un peuplement divers, les Blancs partageant plus souvent les espaces où ils sont majoritaires avec d'autres groupes. Près de la moitié des résidents métropolitains vivent ainsi dans des "quartiers globaux" (*global neighborhoods*) où cohabitent des Blancs, des Hispaniques, des Asiatiques, ainsi que des Noirs, ces derniers arrivant souvent après les Asiatiques et Hispaniques, qui semblent jouer un rôle tampon entre Blancs et Noirs. Le processus de diversification des quartiers des métropoles est accru par la multiplication des unions mixtes et l'accroissement des foyers interracialisés.

Ces indicateurs sont toutefois à prendre avec précautions. Car, en relation avec les données sociales évoquées plus haut (II), les populations noires restent les plus affectées par la ségrégation quel que soit leur lieu de résidence, devant les Hispaniques, dont le degré de ségrégation est variable, la catégorie étant très hétérogène (les Dominicains –aussi assimilés aux Noirs- sont le groupe hispanique le plus ségrégué), et les Asiatiques (eux aussi hétérogènes). Les riches Noirs et Hispaniques vivent dans des quartiers globalement plus pauvres que les Blancs, et la part des Noirs résidant dans des quartiers où les minorités dominent augmente.

Si le niveau de ségrégation résidentielle (Blancs/minorités ethniques, et Blancs/Noirs en particulier) a ainsi globalement baissé entre 1980 et 2010 dans la majorité des grandes métropoles américaines, notamment dans la *Sunbelt* et le *Midwest*, il reste toutefois marqué dans les grandes métropoles de la *Rust belt* (aussi appelée *ghetto belt*) et dans les grandes villes noires américaines (telles Washington DC ou Baltimore). Les métropoles plus récentes, moins marquées par l'histoire de la ségrégation, et caractérisées par de meilleures performances économiques, ont des indices moins élevés de ségrégation spatiale (Las Vegas, Tucson, Portland, par exemple).

Ségrégation raciale et mosaïque ethnique à New York

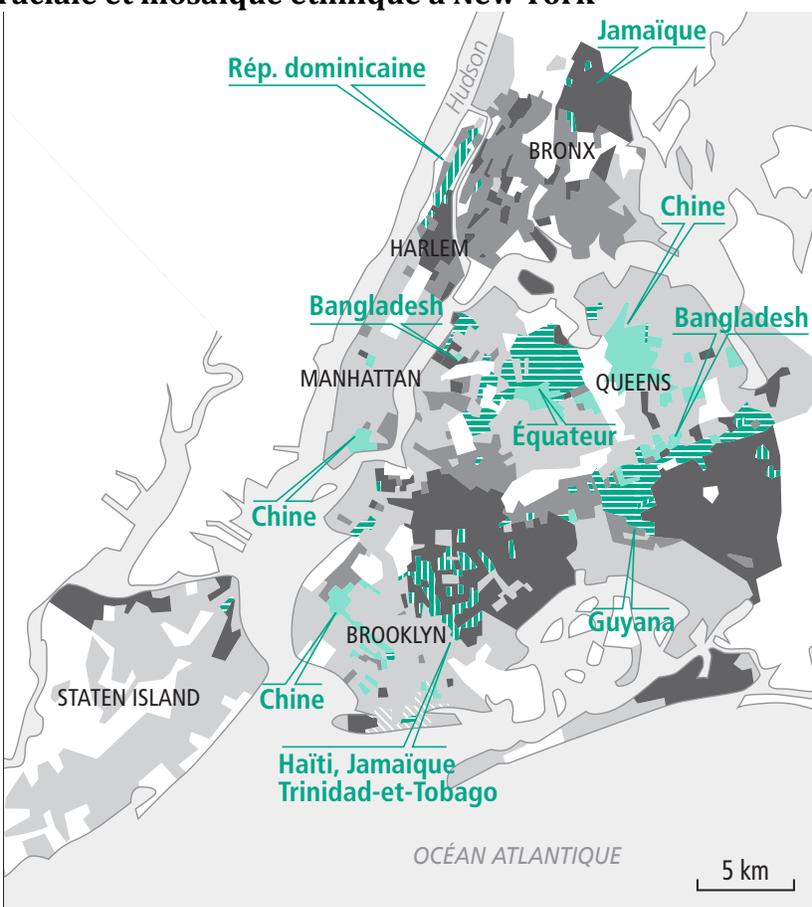
Groupe majoritaire :

-  Blanc
-  Noirs
-  Hispanique

Principales concentrations de groupes nés à l'étranger

-  Amérique centrale et du Sud
-  Caraïbes
-  Asie
-  Europe de l'Est

Chine Principaux quartiers de concentration parmi les 10 premières nationalités étrangères



Source : ACS 2015-5Y

C. Inscriptions spatiales de l'ethnicité métropolitaine

Les sociologues de l'Ecole de Chicago, au début du XX^e siècle, ont théorisé la présence migrante en ville et construit un modèle urbain dans lequel les populations récemment arrivées sont concentrées dans des quartiers ethniques pauvres et situés à proximité des centre-villes (appelés alors ghettos – espace culturellement homogène, contraint – le terme vient des quartiers de relégation des Juifs de Venise au Moyen-Âge). Elles quitteraient progressivement ces espaces d'arrivée, pour, à mesure de leur intégration socio-économique et culturelle dans la société étasunienne, se fondre, dans les quartiers plus périphériques, dans les populations *mainstream*, preuve de leur assimilation à la fois sociale et spatiale, accomplie en deux ou trois générations. Ce modèle de Robert E. Park et E. Burgess, conçu à partir de la ville de Chicago, est en étroite relation avec l'idéologie assimilationniste et linéaire du *melting pot* évoquée plus haut, et a considérablement marqué la pensée sur la ville au XX^e siècle. Il a toutefois négligé la persistance de formes de ségrégation ethnique, omis le traitement de la question raciale du ghetto noir et été contesté par les formes spatiales du multiculturalisme ou de la stratification ethnique.

1. Ghettos, hyperghettos et underclass

La constitution des ghettos dans les villes américaines remonte à la grande migration des populations noires vers les foyers industriels du Nord-Est. S'y conjuguent des pratiques discriminantes dans l'accès au logement, des logiques de contrôle de main d'œuvre, dans des quartiers où les Noirs sont relégués contre leur volonté, comme à Harlem (New York), ou Bronzeville (dans le South Side à Chicago). Les ghettos se caractérisent par une forte homogénéité raciale (82% des habitants du ghetto de Chicago sont noirs dans les années 1920), un isolement socio-spatial (93% des noirs de Chicago vivent dans le ghetto à l'époque, seulement 50% des Italiens), et un caractère permanent auquel échappent les "ghettos" ethniques non noirs des populations immigrées, sas transitoires liés au processus d'intégration. C'est la permanence de la relégation du ghetto noir, de sa pauvreté, sa faible intégration aux marchés du travail (a fortiori après la crise économique du système fordiste), qui conduisent à considérer les formes d'hyperségrégation spatiale subies par la population noire, et à parler d'*hyperghetto*, espaces d'exclusion d'une *underclass* noire (W.J. Wilson). La violence y est une conséquence de difficultés sociales graves et durables, et s'y développent de manière réactive des codes et pratiques culturels et linguistiques spécifiques, que certains appellent "culture du ghetto", mise en scène par exemple dans la célèbre série *The Wire* (dans les quartiers paupérisés de Baltimore). Les émeutes de Los Angeles en 1992, qui firent plus de 60 morts dans le ghetto noir marginalisé de South Central, suite à l'acquittement d'un policier blanc du meurtre d'un jeune noir, ont exprimé cette révolte de la misère, également tournée contre les populations hispaniques et asiatiques proches du ghetto (de nombreux commerces coréens ont été saccagés alors). A côté de ces *hyperghettos* noirs, d'autres ghettos centraux se sont dépeuplés, la *black flight*, depuis les années 1980, impliquant une suburbanisation de la présence noire, significative aussi de l'amélioration du niveau de vie du groupe (à la manière de la *white flight* dans les années 1950). D'autres ghettos se sont gentrifiés, comme à Manhattan, où, dans un contexte de croissance des prix de l'immobilier, Harlem tend à devenir un quartier de classes moyennes noires et à repousser les noirs plus pauvres vers les *boroughs* plus périphériques, comme le Bronx, au nord, ou la commune voisine de Yonkers (cf. carte).

2. Enclaves ethniques et barrios

Alors que le terme de ghetto est devenu principalement réservé aux populations noires, celui d'enclave ethnique (*ethnic enclave*) désigne désormais les quartiers de concentration de minorités ethniques, souvent temporaires, dotés d'une identité forte, où les réseaux d'entraide communautaire sont à la fois des moyens d'accès à l'emploi, au logement, aux ressources urbaines pour les nouveaux venus, mais aussi des sources d'exploitation au sein des groupes, propres des économies ethniques. Lieux de résidence choisis plus que subis (à la différence des ghettos), les enclaves ethniques sont très nombreuses (cf. carte de New York), souvent pluriethniques (comme le montre le *borough* de Queens), et les groupes peuvent s'y succéder dans le temps, à la manière d'un palimpseste. La carte de New York montre les enclaves ethniques chinoises dans le Lower East Side (bas Manhattan) et à Flushing (Queens). La première succède à ce qui fut depuis le XIX^e siècle une enclave ethnique allemande, puis juive, puis italienne. Aujourd'hui, l'espace de Chinatown, centralité résidentielle et commerciale essentielle d'une communauté chinoise grandissante (premier groupe étranger dans la cité), grignote sur celui de Little Italy, où, bien que les Italo-américains aient pour beaucoup quitté le quartier depuis plusieurs décennies (selon le

modèle d'assimilation de l'Ecole de Chicago), un esprit de communauté s'est maintenu, autour de drapeaux et d'une signalétique de la rue, de commerces ethniques, d'un musée italo-américain, de fêtes annuelles (San Gennaro, patron napolitain), qui attirent les touristes et contribuent à maintenir vivante une mémoire et une ethnicité symbolique. Au nord de Harlem, les grandes enclaves ethniques dominicaines (second groupe étranger dans la cité après les Chinois) de Washington Heights, puis jamaïcaines du Bronx, créent des continuités entre ghettos noirs et enclaves ethniques de populations latinos caribéennes assimilées aux Noirs, dans des espaces que l'on appelle aussi les *barrios*, nom espagnol signifiant quartier, et qui aux États-Unis est l'équivalent latino du ghetto noir. Le *barrio* historique de New York correspond d'ailleurs à la zone portoricaine d'East Harlem, constituée dans les années 1940. Certains *barrios* restent des espaces de relégation sociale et de violence, comme à Los Angeles (quartier de East LA, 97% de population latina) où sévissent des gangs transnationaux (que l'on appelle les *maras*). Circulant entre Amérique latine, Amérique centrale et États-Unis, leurs membres, identifiables par leurs corps tatoués, sont recrutés jeunes, en prison, dans les rues des barrios étasuniens ou des bidonvilles centraméricains, où les anciens leaders emprisonnés aux États-Unis ont été déportés, contribuant à activer une économie internationale de la drogue et de la violence particulièrement meurtrière, que l'on découvre dans le documentaire de Cristian Poveda, *La vida loca* (2009), tourné pour l'essentiel dans les quartiers populaires de San Salvador auprès de la *mara* 18 (du nom de la rue de Los Angeles où le gang est né). Mais d'autres *barrios* sont devenus des quartiers de classes moyennes hispaniques gentrifiées, comme le montrent certains quartiers cubains de Miami, ou le *barrio* de Mission à San Francisco, gentrifié mais aussi de moins en moins hispanique.

3. Suburbanisation de la diversité, *ethnoburbs* et *gated communities*

Alors qu'en 1990 elles ne représentaient que 19% de la population des banlieues (*suburbs*), les minorités y représentent désormais un tiers de la population, et plus de la moitié de la population hispanique y vit désormais. Ce processus de suburbanisation des minorités correspond à la fois au modèle d'intégration décrit dans l'Ecole de Chicago, mais aussi à un processus plus récent de développement de quartiers ethniques en banlieue, que l'on appelle *ethnoburb* (contraction de *ethnic/suburb*). Il s'agit de quartiers de banlieue, avec d'importantes concentrations ethniques notamment asiatiques, de classes moyennes, qui se développent depuis les années 1990, par exemple à Monterey Park, à l'est de Los Angeles, et plus globalement sur la côte pacifique.

L'ethnisation de la banlieue, qui va de pair avec sa diversification ethnique, coexiste avec des formes spatiales de repli des populations blanches dans des quartiers homogènes, fermés et sécurisés, les *gated communities*, forme d'urbanisation de plus en plus banalisée, de la Californie du Sud où elle a été beaucoup étudiée, jusqu'à Long Island. Ces forteresses urbaines, telles que les décrit à Los Angeles Mike Davis dans son ouvrage *City of Quartz* (1990), sont des lieux de repli identitaire où l'on se protège derrière des murs mais aussi des dispositions fiscales, dans des écoles de qualité pour les enfants, favorisées par les politiques de libéralisation scolaire qui accroissent les disparités entre districts, à distance des autres. Là, dans des quartiers révélateurs d'une société fragmentée et inégalitaire, la diversité n'a certainement pas encore sa place, et l'on cultive l'entre-soi.

Les territoires urbains de l'Amérique offrent ainsi le paysage contrasté d'une nation en tension : à la fois plus diverse dans ses composantes, amenée à devenir une nation de minorités, plus mêlées dans ses territoires, mais aussi une nation très inégalitaire, profondément marquée par des lignes de clivage ethno-raciales partiellement recomposées mais toujours vivaces, et dont la mosaïque multiculturelle est fortement contestée par une Amérique blanche du repli, désormais aux commandes de l'État.